Les autorités algériennes ont subitement décidé fin juillet 2026, dans la plus grande discrétion, d’arrêter les importations de tous les produits français à l’exception des médicaments

30/09/2026 à 10h53



Dans la torpeur estivale, des importateurs algériens ont dû écourter leurs vacances. Le ministère du commerce extérieur, qui leur avait imposé depuis plusieurs mois d’établir des plans prévisionnels d’importations (PPI) pour six mois, les a rappelés fin juillet en urgence pour leur demander de remplacer tous les produits d’origine française avec des marchandises d’autres pays, ajoutant ainsi une pression sur la France en pleine crise diplomatique entre les deux pays.

Deux mois après cette instruction verbale, les autorités algériennes ne confirment pas l’information. Mais sur le terrain, les sources, diplomatiques ou économiques, algériennes ou françaises, sont formelles : en dehors des médicaments qui échappent au système des PPI, mécanisme

permettant au gouvernement de maîtriser et de canaliser les flux d’importations, tous les autres produits fabriqués en France sont exclus. « Avant, des restrictions existaient. Mais pas de cette manière aussi généralisée », s’inquiète un importateur algérien, qui, comme beaucoup d’opérateurs sollicités par La Croix, refuse de parler à visage découvert.

Jusqu’à décembre 2025, les importations en provenance de France passaient déjà dans un goulot d’étranglement. Depuis juillet 2026, elles sont devenues quasi inexistantes, quitte à priver le secteur public de pièces de rechange. C’est le cas de la protection civile qui s’équipe essentiellement chez Renault Trucks, un ancien fleuron français devenu filiale du géant suédois Volvo. Depuis peu, les responsables de cette institution, l’une des plus respectée du pays, doivent chercher à remplacer les pièces défaillantes de leurs engins ailleurs qu’en France.

[…]

La Croix